



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-Départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 13 janvier 2026

Référence : DREAL/2026D/477

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 juillet 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Le Comptoir des Métaux

RN 117
40220 Tarnos

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection, réalisée le 24 juillet 2025, de l'établissement exploité par la société *Le Comptoir des Métaux* et implanté RN 117 sur la commune de Tarnos (40220). Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

Le Comptoir des Métaux
RN 117 – 40220 Tarnos
Code AIOT dans GUN : 0005209751
Régime : Autorisation
Non Seveso / Non IED

Lors de précédentes inspections réalisées sur les installations de la société *Le Comptoir des Métaux*, il a été constaté des non-conformités majeures, notamment :

- lors de l'inspection du **6 mai 2021** : les véhicules en attente de dépollution étaient empilés les uns sur les autres, ce que la réglementation interdit formellement. Par ailleurs, la quantité de batteries stockée sur le site dépassait largement le seuil des 7 tonnes autorisé,
- lors de l'inspection du **26 juin 2023** : la quantité de batteries stockée dépassait à nouveau le seuil des 7 tonnes autorisé. De plus, elles n'étaient pas stockées de manière conforme à la réglementation. Par ailleurs, il a été constaté que des véhicules non dépollués avaient été mis en cube grâce à une presse hydraulique avant d'être expédiés, ceci justifiant que l'exploitant ne procédait pas à leur dépollution.

Par ailleurs, deux contrôles routiers réalisés le **25 juin 2024** et le **9 septembre 2024**, par le Groupe Local de Contrôle des Flux (GLCF) d'Anglet, ont mis en évidence que la société *Le Comptoir des Métaux* expédiait en Espagne des déchets de métaux en mélange, sans avoir procédé au préalable à une demande d'autorisation auprès des autorités compétentes, en France le Pôle National de Transfert Transfrontalier de Déchets (PNTTD) et son homologue en Espagne, et ne bénéficie pas de la procédure de "notification" nécessaire pour réaliser ce type de transferts (délit).

Une nouvelle inspection, réalisée le **4 février 2025**, a eu pour objectif de vérifier la conformité des installations en matière de stockage de déchets dangereux, de contrôler l'activité de dépollution des véhicules hors d'usage et de procéder à un contrôle approfondi en matière de traçabilité des déchets transitant par le site (registre des déchets entrants et sortants).

À la suite de cette inspection, compte tenu des nombreuses non-conformités relevées, il a été rédigé :

- un projet d'arrêté portant suspension des activités de dépollution et de démontage des véhicules hors d'usage,

- un projet d'arrêté prescrivant des mesures d'urgence (arrêt de la collecte des déchets dangereux et organisation du stockage conformément à la réglementation),
- un projet d'arrêté mettant en demeure l'exploitant de tenir le registre des déchets entrants et le registre des déchets sortants conformément à la réglementation.

Par courrier en date du **2 juin 2025**, l'exploitant a transmis des éléments de réponses aux demandes formulées par l'inspection des installations classées à la suite de la visite réalisée le 4 février 2025.

L'inspection réalisée le **24 juillet 2025** a pour objectif de procéder au suivi des demandes de régularisation des non-conformités constatées précédemment.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi des points de contrôle abordés lors de la précédente inspection du 4 février 2025 :
 - activité de dépollution des véhicules hors d'usage,
 - activité de collecte et de transit des déchets dangereux,
 - traçabilité des déchets, tenue des registres des déchets entrants et sortants.

Présentation de la société

La société *Le Comptoir des Métaux* est implantée sur la commune de Tarnos, il s'agit d'un établissement secondaire dont le site principal est situé à Bayonne (6 rue de la Galupe). Sur le site de Tarnos, elle exerce les activités suivantes :

- une activité de collecte de déchets dangereux (essentiellement des batteries),
- une activité de regroupement et de tri de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E),
- une activité de regroupement et de tri de métaux et de déchets de métaux non dangereux,
- une activité de dépollution des véhicules hors d'usage (VHU).

Les apports, le regroupement et le stockage des déchets de métaux et des D3E se fait à l'extérieur des bâtiments, dans des alvéoles dédiées.

La réception et le stockage des véhicules hors d'usage non dépollués se fait sur la partie centrale des installations.

La surface totale des installations, y compris les bâtiments et les bureaux, est de 4 500 m² environ.

Situation administrative

Les activités de récupération de véhicules hors d'usage (VHU), situées à Tarnos et exploitées par Armindo FERNANDES DA COSTA, ont été autorisées par l'arrêté préfectoral n° PR/DAGR/1989 n° 416 en date du 3 août 1989, au titre de la rubrique n° 286 de la nomenclature des installations classées.

L'agrément n° PR 40 0005 D, en date du 9 juin 2006, a été délivré aux Établissements FERNANDES et a été renouvelé pour une période de 3 ans, le 30 mars 2009.

Par arrêté préfectoral n° 393 du 14 juin 2012, le Préfet des Landes a renouvelé l'agrément des Établissements FERNANDES jusqu'au 14 juin 2018.

Par courrier en date du 28 novembre 2013, le Préfet des Landes a pris acte du bénéfice d'antériorité pour les activités exercées par les Établissements FERNANDES sur la commune de Tarnos, consécutivement à la modification de la rubrique n° 2712 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

La société *Le Comptoir des Métaux* bénéficie du récépissé de changement d'exploitant en date du 26 décembre 2018.

La société *Le Comptoir des Métaux* bénéficie de l'agrément n° PR 40 0005 D, délivré par arrêté préfectoral n° DCPAT 2019-187 en date du 26 avril 2019.

La société *Le Comptoir des Métaux* bénéficie du récépissé de déclaration n° 20190065 à la suite de la déclaration des activités suivantes, en date du 20 septembre 2019 :

- rubrique n° 2713-2 de la nomenclature des installations classées : transit, regroupement ou tri métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux,
- rubrique n° 2710-1-b de la nomenclature des installations classées : collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial des déchets,
- rubrique n° 2711-2 de la nomenclature des installations classées : transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques.

Le tableau de classement de la société *Le Comptoir des Métaux*, au titre de la législation des installations classées, est défini comme suit :

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité	Régime
2712.1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage La surface de l'installation est supérieure ou égale à 100 m².	30 000 m²	Enregistrement
2710.1b	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation est supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes.	6,9 t	Déclaration soumise au contrôle périodique
2711.2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé est supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³.	999 m³	Déclaration soumise au contrôle périodique
2713.2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 La surface est supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m².	999 m²	Déclaration

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés, et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- "Faits sans suite administrative »
- "Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est présentée ci-dessous.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ^(*)	Proposition de délais
4	Opérations de dépollution des VHU	AM du 26/11/2012 modifié, Article 42.I	Demande d'action corrective	15 jours
5	Traçabilité des déchets Registre des déchets entrants	AM du 31/05/2021, Article 1	Mise en demeure, respect de prescriptions	2 mois
6	Traçabilité des déchets Registre des déchets sortants	AM du 31/05/2021, Article 2	Mise en demeure, respect de prescriptions	2 mois

(*) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative (rubrique 2710)	Code de l'environnement Annexe à l'article R. 511-9	/
2	Implantation – Aménagement Locaux d'entreposage	Arrêté Ministériel du 27/03/2012 modifié, Annexe I - Article 2.2	/
3	Déchets Entreposage des VHU avant dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012 modifié, Article 41.I	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 24 juillet 2025 a permis de constater que :

- l'exploitant a apporté des actions correctives à certaines non-conformités constatées lors de la précédente inspection,
- l'exploitant a rédigé une procédure de dépollution des VHU destinée au personnel de l'entreprise, afin de compléter la procédure mise en place. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de compléter la démarche mise en place,
- en revanche, la tenue des registres des déchets entrants et sortants de l'établissement n'est toujours pas conforme à la réglementation en vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative – Rubrique 2710

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9 (rubrique 2710)
Prescription contrôlée : La colonne «A» de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Rubrique 2710-1b de la nomenclature des installations classées

Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719

1. Collecte de déchets dangereux	Régime
La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :	
a) supérieure ou égale à 7 t	Autorisation
b) supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	Déclaration soumis au contrôle périodique

Constats :

Le stock de batteries présent sur les installations est inférieur à 7 tonnes.

L'exploitant a fait évacuer les déchets dangereux (batteries) qui étaient stockés en grande quantité lors de la dernière inspection.

Par courrier en date du 2 juin 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des documents répondant à certains constats effectués lors de la précédente inspection du 4 février 2025, dont un contrat d'évacuation des batteries vers la société PHENIX RECYCLAGE.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Implantation – Aménagement – Locaux d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27 mars 2012 modifié, Annexe I - Article 2.2

Prescription contrôlée :

Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles. [...]

Constats :

L'exploitant a mis en place un conteneur dédié au stockage des batteries.

Par courrier en date du 2 juin 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des documents répondant à certains constats effectués lors de la précédente inspection du 4 février 2025, dont une photo du conteneur.

Le conteneur est présent lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Déchets – Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26 novembre 2012 modifié, Article 41.I

Prescription contrôlée :

[...] L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). [...]

Constats :

Lors de l'inspection, il n'y a pas de véhicules hors d'usage sur les installations.

Par courrier en date du 2 juin 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des documents répondant à certains constats effectués lors de la précédente inspection du 4 février 2025, dont plusieurs photos faisant état de l'absence de VHU sur les installations.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Dépollution, démontage et découpage – Opérations de dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26 novembre 2012 modifié, Article 42.I

Prescription contrôlée :

[...] I. L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :

- les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigels, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés,
- les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté,
- le verre est retiré,
- les composants volumineux en matière plastique sont démontés,
- les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés,
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ;
- les pneumatiques sont démontés,
- les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure,
- les pots catalytiques sont retirés,
- les batteries sont retirées, qu'elles constituent ou non la source d'énergie principale du véhicule.

Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.

Constats :

Documents transmis par l'exploitant

Afin d'assurer que l'activité de dépollution réalisée par *Le Comptoir des Métaux* sera conforme au cahier des charges annexé à l'arrêté d'autorisation, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, par courrier en date du 2 juin 2025 :

- une copie de la procédure de dépollution qu'il vient de rédiger (à afficher dans l'atelier),
- une procédure de destruction à afficher dans les locaux administratifs.

Registre des déchets sortants 2025

À la lecture du registre des déchets sortants (année 2025) transmis par l'exploitant par courriel en date du 7 janvier 2026, il est constaté, notamment :

- qu'il n'y a pas de filtres à huile dans les déchets sortants,
- qu'il n'y a pas de liquide de freins dans les déchets sortants,
- qu'il n'y a pas de gaz de climatisation dans les déchets sortants,

Observations :

1) Lors de la visite terrain, réalisée le 4 février 2025, il a été constaté que les véhicules hors d'usage en cours de déchargement et ceux en attente de dépollution étaient dans un état fortement dégradé.

Les conditions de prise en charge et de transport de ces VHU portent atteinte à leur intégrité et sont source de pollution : pollution potentielle par fuite d'hydrocarbures et de fluides frigorigènes. Ce mode de prise en charge n'est pas compatible avec les opérations de dépollution attendues dans le cadre du point 1° du cahier des charges joint à l'agrément de centre VHU.

La qualité de la dépollution des véhicules hors d'usage est directement liée aux conditions de transport des VHU jusqu'aux installations ainsi qu'à leur manutention (chargement et déchargement).

Les véhicules ne peuvent pas être tassés dans les bennes, ni chargés et déchargés au grappin.

Ces conditions de prise en charge et de transport sont à respecter par tous les transporteurs amenant des VHU sur les installations de la société *Le Comptoir des Métaux*.

2) *Le Comptoir des Métaux* prend en charge environ 6 000 VHU par an.

Les informations figurant dans le registre des déchets sortants, notamment l'absence de certains déchets issus de la dépollution (listés ci-dessus), confirme que les véhicules ne sont pas dépollués ou partiellement dépollués.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'ajouter les étapes suivantes à sa procédure de prise en charge de VHU à dépolluer :

- avant toute dépollution, pour chaque VHU :
 - prise d'une photo générale du VHU faisant apparaître la plaque d'immatriculation du véhicule,
 - prise d'une photo du n° de série du véhicule,
- après avoir réalisé la dépollution pour chaque VHU : prise d'une photo générale du VHU.

Ces 3 photos sont archivées dans un dossier numérique.

Le dossier numérique est conservé par l'exploitant et est à présenter à l'inspection des installations classées sur simple demande.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Traçabilité – Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 mai 2021, Article 1

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du Code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement et R. 1335-4 du Code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Les registres des déchets entrants ont été transmis le 4 février 2025 (années 2022, 2023 et 2024) au cours de l'inspection réalisée sur site.

Les non-conformités constatées avaient conduit l'inspection des installations classées à rédiger un projet d'arrêté de mise en demeure portant sur la tenue du registre des déchets entrants.

Par courriel en date du 7 janvier 2026, le registre des déchets entrants qui concerne l'année 2025 a été transmis à l'inspection des installations classées.

De nombreuses non-conformités dans la tenue du registre persistent, malgré les constats et demandes déjà effectuées à la suite de l'inspection précédente du 4 février 2025.

Non conformités constatées :

- la dénomination usuelle du déchet n'est pas toujours explicite (AGS Demol, dibon, inconel, P4C, riblon, etc.),
- sur la quantité de déchets entrants :
 - il y a une colonne "poids collecté" et une colonne "poids réceptionné", l'unité affichée est la tonne (t) dans les 2 colonnes mais les poids enregistrés sont différents (par exemple 2 980,00 et 2,980),
 - des poids sont affichés comme étant négatifs,
- concernant l'origine des déchets :
 - 37 495 apports ont été enregistrés en 2025. Sur la totalité des apports, 28 698 ne mentionnent pas le n° SIRET du producteur des déchets (soit 77 % des n° SIRET sont manquant),
 - parmi les apporteurs de déchets dont le n° SIRET n'est pas renseigné, on peut citer 108 apports réalisés par la même personne pour un total de 23,91 tonnes, 130 apports pour un total de 8,22 tonnes pour une autre personne,
 - les informations concernant le producteur des déchets sont réparties dans la colonne "producteur raison sociale", "producteur adresse", "expéditeur code postal" et "expéditeur ville". Les informations relatives à l'expéditeur des déchets ne sont pas renseignées. Il n'est pas possible de savoir si producteur et expéditeurs sont des entités différentes,
 - sur 10 lignes, ni le nom du producteur de déchets, ni celui de l'expéditeur ne sont indiqués,
 - le n° de récépissé du transporteur n'est jamais mentionné.
- le code du traitement qui va être opéré n'est pas mentionné sur 29 049 des 37 495 apports.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous deux mois, l'exploitant met en conformité le registre des déchets entrants en intégrant l'ensemble des attendus réglementaires.

L'ensemble des données exigées et des mouvements est à renseigner.

Sous trois mois l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un export du registre ainsi modifié portant sur une période d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect des prescriptions

Proposition de délais : 2 mois pour la mise en conformité du registre des déchets entrants
3 mois pour la transmission du registre complété et modifié

N° 6 : Traçabilité – Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 mai 2021, Article 2

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement et R. 1335-4 du Code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Les registres des déchets sortants ont été transmis le 4 février 2025 (années 2022, 2023 et 2024) au cours de l'inspection réalisée sur site.

Les non-conformités constatées avaient conduit l'inspection des installations classées à rédiger un projet d'arrêté de mise en demeure portant sur la tenue du registre des déchets sortants.

Par courriel en date du 7 janvier 2026, le registre des déchets sortants qui concerne l'année 2025 a été transmis à l'inspection des installations classées.

De nombreuses non-conformités dans la tenue du registre persistent, malgré les constats et demandes déjà effectuées à la suite de l'inspection précédente du 4 février 2025.

Non conformités constatées :

- la dénomination usuelle du déchet n'est pas toujours explicite (AGS Demol, E3 préparé, P4C, oa structural, etc.),
- une colonne "poids réceptionné" figure dans le registre, alors qu'il s'agit de déchets sortants,
- sur 294 sorties de déchets ne figurent ni le n° SIRET du transporteur, ni son nom et ni son adresse,
- sur 1 115 sorties de déchets, le code du mode de traitement qui va être opéré n'est pas indiqué,
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement n'est jamais mentionnée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous deux mois, l'exploitant met en conformité le registre des déchets sortants en intégrant l'ensemble de attendus réglementaires.

L'ensemble des données exigées et des mouvements doit être renseigné.

Sous trois mois, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un export du registre ainsi modifié portant sur une période d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect des prescriptions**Proposition de délais :** 2 mois pour la mise en conformité du registre des déchets sortants
3 mois pour la transmission du registre complété et modifié